

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

La résilience se paie

Par Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège

Cette semaine a marqué un moment géopolitique fort alors que le président chinois Xi Jinping a effectué sa première visite d'État aux États-Unis depuis 2015. Certes, les attentes étaient relativement modestes. Les deux puissances rivales ont beau être au cœur de rivalités commerciales, technologiques et militaires qui gagnent en intensité, elles continuent d'être interdépendantes, notamment par leurs chaînes d'approvisionnement. Cette interdépendance s'est bâtie sur plusieurs décennies, et [notamment à travers la balance des paiements](#), parce qu'elle procurait des bénéfices mutuels. La réduire pour gagner en autonomie l'une vis-à-vis de l'autre implique donc de renoncer à une partie de ces bénéfices. Il s'agit d'une forme d'assurance où l'on accepte de subir des hausses de coûts à court terme afin d'être moins vulnérable demain. La trajectoire géopolitique de long terme continue de pointer vers une réduction des interdépendances mais, de part et d'autre, on préfère étaler le coût de l'assurance dans le temps.

Le cas des États-Unis et de la Chine est évidemment une simple manifestation d'une dynamique que l'on observe partout. Depuis la pandémie, la guerre en Ukraine, la guerre commerciale et dans le contexte d'intensification des chocs d'offre qui marque cette décennie, les gouvernements et les entreprises ont redécouvert un arbitrage entre efficacité économique et résilience géopolitique. Dans le régime précédent, l'expansion du libre-échange et un environnement géopolitique plus stable avaient largement évacué cet arbitrage puisque réduire les coûts et approfondir l'intégration économique ne semblaient pas venir au coût d'une hausse de vulnérabilité.

Le débat actuel sur la nécessité d'encadrer davantage le développement de l'intelligence artificielle (IA) constitue

une autre facette de cet enjeu. Imposer des restrictions supplémentaires au développement des modèles avancés d'IA revient à accepter certains coûts aujourd'hui, sous forme de gains auxquels on renonce, en échange d'une réduction de la probabilité de perturbations graves dans le futur. Dans ce cas particulier, l'arbitrage est compliqué par le fait que l'IA est également au cœur de la compétition géopolitique et technologique entre les États-Unis et la Chine. En voulant réduire un risque, on peut alors en accroître un autre si le concurrent demeure pour sa part dans une logique de course à l'armement technologique.

Plus globalement, devant le défi colossal que représentent la diversification des chaînes d'approvisionnement, la sécurisation de l'accès aux minéraux critiques, le renforcement des capacités de défense nationale et des infrastructures énergétiques ainsi que la réduction des dépendances stratégiques, des économies comme l'Union européenne (UE), le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et le Canada ont adopté des approches plus interventionnistes mettant la souveraineté au centre de leurs priorités.

Ces approches ont souvent été présentées comme un investissement plutôt qu'une dépense. En contexte de finances publiques fragiles, le terme « investissement » a une connotation naturellement positive, car il évoque l'idée qu'une dépense engagée aujourd'hui générera des dividendes, soit directement sous forme de revenus, soit en termes de capacité productive. Or, cette perception plus favorable fait que le terme est aujourd'hui utilisé à toutes les sauces pour justifier un large éventail d'initiatives dont la nature économique est très variable et dont les dividendes ne sont pas toujours tangibles.

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	3	Indicateurs économiques	5
-------------------------------	---	--------------------	---	-------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
 Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
 Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
 Francis Génèreux, économiste expert • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste senior • Sonny Scarfone, économiste principal
 Oskar Stone, associé en stratégie macro • LJ Valencia, économiste
 Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

Lorsque régnaient une stabilité et une prévisibilité relatives, l'investissement consistait à consacrer le capital là où son rendement ajusté pour le risque était le plus élevé. Une partie des investissements dont on parle aujourd'hui répond toutefois à la logique d'un monde plus instable et imprévisible. Investir pour produire localement peut devenir justifiable si cela réduit une dépendance, même lorsque cette production est plus coûteuse. De même, un gouvernement qui souhaite construire une infrastructure numérique souveraine, comme le propose actuellement le Canada, peut mettre de l'avant des bénéfices en matière de résilience et d'autonomie, même lorsqu'une solution étrangère moins coûteuse existe déjà.

L'investissement dans la défense en est un exemple encore plus probant. L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) [estime](#) que consacrer un point de pourcentage de PIB à la défense ne relèverait le niveau du PIB que d'environ un demi-point au bout de cinq ans. Son rendement principal prend surtout la forme d'une capacité de défense accrue et d'un effet de dissuasion dont la valeur se mesure de manière contrefactuelle, en fonction des événements négatifs qu'il permet d'éviter. Il y a bel et bien un capital qui résulte de l'investissement, mais pas nécessairement au sens productif.

C'est l'une des caractéristiques de l'investissement de résilience. Les pertes évitées comptent tout autant dans son rendement, et parfois davantage, que la production supplémentaire au sens classique. En ce sens, l'investissement de résilience s'apparente à une politique d'assurance.

Cette assurance a évidemment un coût. Et dans certains cas, la facture peut s'avérer salée. Comme nous le soulignons cette semaine dans nos [Prévisions économiques et financières](#), les ambitions actuelles se heurtent à d'importantes contraintes de ressources. Qu'il s'agisse de défense, d'infrastructures, d'intelligence artificielle, de transition énergétique ou de reconfiguration des corridors commerciaux, ces ambitions solliciteront simultanément du capital, de l'électricité, des matériaux, des capacités de construction, ou encore une main-d'œuvre disponible qualifiée dans un contexte de vieillissement.

Pourquoi est-ce particulièrement important au Canada? Parce que l'effort budgétaire pour atteindre tous ces objectifs sera vraisemblablement herculéen, [même avec les capitaux privés](#), et que la productivité peine à croître. Le niveau de vie et les capacités fiscales des gouvernements sont directement concernés par ce manque de dynamisme productif. Dans un environnement géopolitique moins menaçant, il aurait été pleinement justifié d'affirmer que les investissements devraient être strictement canalisés vers tout ce qui peut contribuer au redressement de la productivité. Dorénavant, cette mission entre en concurrence avec la résilience géopolitique, l'abaissement du coût de la vie (ex. : par la construction de logements), l'adaptation climatique

et la simple rénovation des infrastructures, autant d'objectifs qui consomment les mêmes ressources capitalistiques.

Certes, certains investissements répondent à plusieurs objectifs. C'est le cas des corridors commerciaux qui permettront de diversifier les échanges, des réseaux électriques et des interconnexions, ou encore de certaines technologies de défense à usage double.

Mais lorsque les bénéfices économiques directs sont plus limités, comme dans le cas de capacités numériques redondantes qui pourraient demeurer inutilisées, le défi sera de trouver le juste équilibre entre une couverture d'assurance suffisante, et les investissements qui demeurent nécessaires pour accroître la capacité productive et assurer une prospérité économique durable.

Le pire scénario serait de mal calibrer ou séquencer les interventions, de multiplier des projets aux dépassements de coûts importants, de voir la demande en capitaux alourdir encore davantage les coûts de financement (et les effets d'éviction reliés), et sans pour autant être capables d'extraire suffisamment de revenus supplémentaires pour assurer la viabilité budgétaire. Les pays qui doseront mal leur stratégie en paieront le prix sous la forme de coûts d'emprunt en hausse, de fuite des capitaux et de dépréciation de devises.

À surveiller

MARDI 29 septembre - 9:00

Juillet	a/a
Consensus	nd
Desjardins	2,21 %
Juin	2,10 %

MARDI 29 septembre - 10:00

Septembre	
Consensus	90,0
Desjardins	88,0
Août	89,4

MERCREDI 30 septembre - 8:30

Août	m/m
Consensus	0,9 %
Desjardins	0,8 %
Juillet	0,2 %

JEUDI 1^{er} octobre - 10:00

Septembre	
Consensus	55,0
Desjardins	54,2
Août	54,6

ÉTATS UNIS

Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons existantes (juillet) – Les prix des maisons sur le marché de la revente ont repris un peu de mordant au printemps avec des hausses mensuelles de 0,18 % en mai et de 0,24 % en juin. Ce dernier résultat était le plus fort depuis décembre 2025. On s’attend à un autre gain, mais plus modeste, pour le mois de juillet. Les ventes de propriétés existantes ont diminué pendant ce mois, suggérant une demande moins forte. Un gain mensuel prévu de 0,20 % permettrait à la variation annuelle de l’indice S&P/Case-Shiller de s’accélérer légèrement de 2,1 % à 2,2 %. La croissance des prix des maisons pourrait ralentir davantage au cours des mois suivants sous l’effet de la hausse des taux hypothécaires.

Indice de confiance des consommateurs du Conference Board (septembre) – L’indice de confiance du Conference Board est déjà sur une courte tendance baissière avec des reculs en juillet et en août. À 89,4, il a atteint au cours de ce dernier mois son plus bas niveau depuis janvier. On prévoit une autre diminution de l’indice pour septembre. La baisse de près de 4 points de celui de l’Université du Michigan pointe évidemment en ce sens. Il serait étonnant que l’indice du Conference Board ne réagisse pas non plus à la nouvelle poussée des prix de l’essence et, dans une moindre mesure, à la hausse des taux d’intérêt. L’amélioration du marché du travail, notamment la faiblesse des demandes d’assurance-chômage, offre cependant un certain soutien, tout comme la résilience de la Bourse, malgré certaines séances plus négatives. On prévoit ainsi une baisse d’un peu plus d’un point de l’indice de confiance du Conference Board.

Dépenses de consommation (août) – La consommation réelle a stagné en juillet sous l’effet d’une baisse prononcée des dépenses des ménages en biens durables, notamment du côté de l’automobile. On s’attend cependant à un rebond dès le mois d’août. C’est ce que suggère la remontée des ventes au détail qui, lorsque l’on exclut les automobiles et l’essence, ont enregistré leur meilleure croissance mensuelle depuis septembre 2024. À cela s’ajoutent l’augmentation du nombre de véhicules neufs vendus ainsi que des attentes élevées pour la progression mensuelle de la consommation de services, notamment du côté de la restauration et de l’énergie. Ainsi, un gain de 0,5 % de la consommation réelle est prévu. Une hausse de 0,3 % du déflateur des dépenses de consommation devrait amener un bond de 0,8 % de la consommation nominale. La variation annuelle du déflateur des dépenses de consommation devrait passer à 3,7 % à 3,8 % et celle du déflateur de base passerait de 3,3 % à 3,4 %. Grâce à l’accélération des embauches ainsi que du nombre d’heures travaillées, le revenu disponible réel a probablement connu un bon gain en août. Tout cela repose toutefois sur une assise fragile alors que ces chiffres seront accompagnés de la révision annuelle des comptes nationaux, incluant des changements méthodologiques du calcul des indices de prix. On s’attend cependant à ce que la croissance annualisée du PIB réel du deuxième trimestre demeure estimée à 1,5 %.

Indice ISM manufacturier (septembre) – L’ISM manufacturier a atteint en juillet son plus haut niveau depuis mai 2022. Il a reculé d’un point en août, mais demeure tout de même élevé et encourageant pour l’activité manufacturière américaine. Le même constat pourrait s’offrir pour les résultats de septembre. Une autre légère diminution de l’ISM manufacturier est attendue selon ce que suggèrent les indices manufacturiers régionaux publiés jusqu’à maintenant pour le mois en cours. L’ISM pourrait reculer de 0,4 point pour atteindre 54,2, ce qui demeure relativement élevé.

VENDREDI 2 octobre - 8:30
Septembre

Consensus 100 000

Desjardins 180 000

Août 162 000
MARDI 29 septembre - 8:30
Juillet
m/m

Consensus 0,1 %

Desjardins 0,0 %

Juin 0,3 %
MARDI 29 septembre - 21:30
Septembre

Consensus nd

Août 49,5
VENDREDI 2 octobre - 5:00
Septembre
a/a

Consensus 3,7 %

Août 3,2 %

Création d'emplois non agricoles (septembre) – Le marché du travail s'est amélioré en août avec un gain de 162 000 emplois, selon l'enquête auprès des entreprises non agricoles. Il s'agit de la meilleure performance mensuelle depuis le mois de mars et cela contraste avec la moyenne de 38 000 embauches nettes des trois mois précédents. De plus, on s'attend à ce que cette meilleure tenue du marché du travail se soit poursuivie en septembre. Le principal signal en ce sens est la faiblesse persistante des demandes hebdomadaires d'assurance-chômage, qui tournent autour de 200 000 depuis deux mois. De son côté, l'enquête hebdomadaire ADP a continué de s'améliorer depuis la mi-août. La publication de la composante de l'indice de confiance du Conference Board sur la facilité de se trouver un emploi nous en dira plus long. En attendant, on table sur un gain de 180 000 emplois en septembre. Le taux de chômage devrait rester inchangé à 4,1 %.

CANADA

PIB réel par industrie (juillet) – Nous prévoyons que le PIB réel est demeuré globalement inchangé en juillet, conformément au résultat provisoire de Statistique Canada. La croissance provient probablement surtout du commerce de gros, de la construction et des services financiers. À l'inverse, le faible rendement de l'extraction des ressources, de la fabrication et du commerce de détail devrait avoir exercé une certaine pression à la baisse sur la croissance. Pour ce qui est du mois d'août, nous prévoyons que le PIB réel demeurera pratiquement inchangé.

OUTRE MER

Chine : Indice PMI composite (septembre) – L'économie chinoise demeure caractérisée par la divergence entre la fragilité de l'économie intérieure et la résilience du secteur extérieur. Cela se manifeste notamment dans la faiblesse des ventes au détail et dans la force de la production industrielle. On le voit aussi, mais de façon moins marquée, dans les trajectoires récentes des indices PMI. L'indice PMI manufacturier se situait à 49,8 en août, gagnant 0,6 point par rapport à juillet. L'indice PMI non manufacturier stagnait plutôt à 49,0. Dans les deux cas, cela suggère tout de même une croissance plutôt lente de l'économie chinoise et il sera intéressant de voir si les nouvelles données de septembre sont semblables ou si elles brosseront un portrait différent.

Zone euro : Indice des prix à la consommation (septembre – préliminaire) – L'inflation totale eurolandaise a dépassé en août le récent sommet de 2026 atteint précédemment en mai. À 3,2 %, elle est la plus élevée depuis septembre 2023. On s'attend à ce qu'elle s'accélère davantage en septembre. Les prix de l'énergie ont de nouveau augmenté à vive allure au cours du mois, notamment les prix de l'essence et du diesel. L'inflation de base pourrait se montrer plus stable, même si les effets de base pourraient faciliter une hausse de la variation annuelle. La Banque centrale européenne (BCE) surveille de près la situation. Elle a déjà récemment augmenté ses taux directeurs et pourrait s'apprêter à le refaire si elle sent que les effets indirects et de second tour liés aux hausses de prix de l'énergie demeurent bien présents.

Indicateurs économiques

Semaine du 28 septembre au 2 octobre 2026

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 28	13:30	Discours du président de la Réserve fédérale de Richmond, T. Barkin				
MARDI 29	9:00	Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons (a/a)	Juillet	nd	2,21 %	2,10 %
	10:00	Confiance des consommateurs	Sept.	90,0	88,0	89,4
	14:00	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
MERCREDI 30	8:30	PIB réel (taux ann.)	T2d	1,5 %	1,5 %	1,5 %
	8:30	Revenu personnel (m/m)	Août	0,5 %	0,7 %	0,4 %
	8:30	Dépenses de consommation (m/m)	Août	0,9 %	0,8 %	0,2 %
	8:30	Déflateur des dépenses de consommation				
		Total (m/m)	Août	0,4 %	0,3 %	0,2 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Août	0,3 %	0,3 %	0,2 %
		Total (a/a)	Août	3,7 %	3,8 %	3,7 %
		Excluant aliments et énergie (a/a)	Août	3,3 %	3,4 %	3,3 %
	8:30	Balance commerciale de biens – préliminaire (G\$ US)	Août	-113,9	-123,3	-118,8
	8:30	Stocks des détaillants (m/m)	Août	nd	nd	0,7 %
	8:30	Stocks des grossistes – préliminaire (m/m)	Août	nd	nd	1,3 %
	9:45	Indice PMI de Chicago	Sept.	51,2	51,0	47,1
	15:25	Discours d'une gouverneure de la Réserve fédérale, L. Cook				
	17:10	Discours du président de la Réserve fédérale de Chicago, A. Goolsbee				
	18:00	Discours du président de la Réserve fédérale de Minneapolis, N. Kashkari				
JEUDI 1	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	21-25 sept.	nd	203 000	197 000
	10:00	Dépenses de construction (m/m)	Août	0,1 %	-0,2 %	-0,5 %
	10:00	Indice ISM manufacturier	Sept.	55,0	54,2	54,6
	15:30	Discours d'une gouverneure de la Réserve fédérale, L. Cook et du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
	---	Ventes d'automobiles (taux ann.)	Sept.	16 590 000	16 200 000	16 760 000
VENDREDI 2	8:30	Création d'emplois non agricoles	Sept.	100 000	180 000	162 000
	8:30	Taux de chômage	Sept.	4,1 %	4,1 %	4,1 %
	8:30	Heures hebdomadaires travaillées	Sept.	34,3	34,3	34,4
	8:30	Salaire horaire moyen (m/m)	Sept.	0,3 %	0,3 %	0,3 %
	10:00	Nouvelles commandes manufacturières (m/m)	Août	-0,1 %	0,1 %	0,9 %

CANADA

LUNDI 28	---	---				
MARDI 29	8:30	PIB réel par industrie (m/m)	Juillet	0,1 %	0,0 %	0,3 %
MERCREDI 30	---	Marchés obligataires fermés (Journée nationale de la vérité et de la réconciliation)				
JEUDI 1	---	---				
VENDREDI 2	---	---				

Note : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 28 septembre au 2 octobre 2026

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes	
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a
OUTRE-MER							
LUNDI 28							
---	---	---					
MARDI 29							
Australie	0:30	Réunion de la Banque de réserve d'Australie	Sept.	4,60 %		4,35 %	
Japon	1:00	Indicateur avancé – final	Juillet	nd		117,9	
Japon	1:00	Indicateur coïncident – final	Juillet	nd		120,6	
Zone euro	5:00	Confiance des consommateurs – final	Sept.	-16,5		-16,5	
Zone euro	5:00	Confiance des industries	Sept.	-4,8		-5,3	
Zone euro	5:00	Confiance des services	Sept.	6,5		5,8	
Zone euro	5:00	Confiance économique	Sept.	98,8		98,4	
Japon	19:50	Production industrielle – préliminaire	Août	1,2 %	6,6 %	-0,2 %	3,9 %
Japon	19:50	Ventes au détail	Août	-1,0 %	3,2 %	2,4 %	4,0 %
Chine	21:30	Indice PMI composite	Sept.	nd		49,5	
Chine	21:30	Indice PMI manufacturier	Sept.	50,1		49,8	
Chine	21:30	Indice PMI non manufacturier	Sept.	49,3		49,0	
MERCREDI 30							
Japon	1:00	Mises en chantier	Août		7,0 %		8,2 %
Royaume-Uni	2:00	Compte courant (G£)	T2	-25,5		-22,1	
Royaume-Uni	2:00	PIB réel – final	T2	0,4 %	1,2 %	0,4 %	1,2 %
Allemagne	2:00	Ventes au détail	Août	1,5 %	-1,2 %	-3,4 %	-2,5 %
France	2:45	Dépenses de consommation	Août	0,0 %	nd	0,5 %	1,4 %
France	2:45	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Sept.	-0,5 %	2,8 %	0,7 %	2,4 %
Italie	4:00	Confiance des consommateurs	Sept.	94,4		94,5	
Italie	4:00	Confiance économique	Sept.	nd		96,9	
Italie	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Sept.	0,2 %	3,7 %	0,5 %	3,3 %
Allemagne	8:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Sept.	0,5 %	3,1 %	0,2 %	2,9 %
Japon	19:50	Indice Tankan des grands manufacturiers	T3	25		22	
Japon	20:30	Indice PMI manufacturier – final	Sept.	nd		54,1	
JEUDI 1							
Italie	3:45	Indice PMI manufacturier	Sept.	50,0		49,6	
France	3:50	Indice PMI manufacturier – final	Sept.	50,3		50,3	
Allemagne	3:55	Indice PMI manufacturier – final	Sept.	53,8		53,8	
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – final	Sept.	52,7		52,7	
Italie	4:00	Taux de chômage	Août	5,8 %		5,8 %	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI manufacturier – final	Sept.	52,0		52,0	
Zone euro	5:00	Taux de chômage	Août	6,4 %		6,4 %	
Japon	19:30	Indice des prix à la consommation – Tokyo	Sept.		2,5 %		1,9 %
Japon	19:30	Taux de chômage	Août	2,4 %		2,4 %	
VENDREDI 2							
Italie	4:00	Ventes au détail	Août	nd	nd	-0,4 %	0,8 %
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Sept.	0,5 %	3,7 %	0,4 %	3,2 %

NOTE : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).